

# EURE

## Normandie

### NUMÉRIQUE

Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique

Rapport d'orientation budgétaire pour 2020

#### Contenu

1) Préambule .....	3
2) Mise en œuvre du déploiement du haut et très haut débit en 2019 .....	4
a) Extension du réseau de collecte.....	4
b) Les opérations de montée en débit .....	5
c) Déploiement du Très Haut Débit.....	6
i) La communauté de communes du Pays de Conches .....	7
ii) La communauté de communes du Pays du Neubourg .....	7
iii) La communauté d'Agglomération Seine Normandie Agglomération .....	7
iv) La communauté de communes du Roumois Seine .....	8
v) La communauté d'Agglomération Seine-Eure .....	8
vi) La communauté de communes de Lyons-Andelle .....	8
vii) La communauté de communes de Bernay Terres de Normandie.....	8
viii) (Ex) La communauté de communes Eure Madrie Seine (CASE).....	8
ix) L'Intercommunalité Normandie Sud Eure.....	9
x) La communauté de communes du Vexin Normand.....	9
xi) La communauté de communes Lieuvain Pays d'Auge .....	9
xii) La communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle .....	9
xiii) La communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville .....	9

xiv) <i>La communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie</i> .....	10
3) Nouvelles actions de déploiement pour 2020 .....	10
a) Extension de collecte.....	10
b) La poursuite du Très Haut Débit en 2020.....	11
c) Le Wimax et la 4G fixe .....	11
d) Les perspectives du syndicat en matière de numérique.....	12
4) Renouveau de la délégation de service public.....	13
a) Généralités .....	13
b) Passation des délégataires .....	14
c) Commercialisation.....	14
d) Déploiement de la phase 2.....	15
5) Bilan en matière d'emploi .....	15
6) Organisation interne d'Eure Normandie Numérique.....	16
7) Plan de communication.....	19
a) Présentation du plan de communication globale .....	19
b) Communication locale selon le calendrier de déploiement.....	19
8) Structure financière.....	20
a) Accompagnement financier par la Banque Européenne d'Investissement .....	20
b) État de la trésorerie.....	21
c) Actualisation du plan de financement .....	21
9) Structure budgétaire – Evolution pluriannuelle et bilan 2019.....	22
a) Budget Principal .....	22
b) Budget 1G.....	25
c) Budget 2G.....	27
10) Perspectives 2020.....	30
a) Budget Principal .....	30
b) Budget 1G.....	32
c) Budget 2G.....	33

## 1) Préambule

Après avoir revu le projet autant de fois que nécessaire, le syndicat dispose **depuis 2017** d'une définition claire du plan de déploiement du haut et très haut débit sur le territoire du Département de l'Eure.

Cette période a permis d'aboutir à un projet crédible, réaliste et assurant l'atteinte de l'objectif final : la généralisation du très haut débit d'ici 2025 pour tous les Eurois. Durant ces 4 années, Eure Normandie Numérique (ENN) a notamment :

- Défini son plan de déploiement et redéfini sa politique d'achat ;
- Effectué le montage financier avec les différents financeurs à savoir l'État, la Région Normandie, le Département de l'Eure et les EPCI Eurois ;
- Signé les différents marchés de travaux et commandes pour la réalisation de plus de 178 000 prises FttH et 66 opérations de montée en débit soit 11 405 logements ;
- Etendu son réseau de collecte avec 120 km supplémentaires ;
- Déployé la fibre optique sur 10 zones d'activités euroises ;
- Fibré 44 collèges eurois, 3 lycées, 6 écoles élémentaires et l'IUT d'Evreux

L'ambition d'un département totalement couvert en Haut et Très Haut Débit, s'est poursuivie en **2018** avec la contractualisation avec la caisse des dépôts et consignations pour la perception du fonds pour la société numérique (FSN), et la contractualisation avec la majorité des EPCI Eurois. L'année 2018 a été marquée également par l'activation des premières plaques FttH (territoire de l'ex communauté de communes de Pont-Audemer) et le lancement de la procédure pour le renouvellement de la délégation de service public relative à la construction et à l'exploitation technique et commerciale du réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le territoire d'Eure Normandie Numérique.

Par ailleurs, alerté par nos titulaires de marché de travaux, le manque de personnel qualifié dans les métiers de la fibre optique a conduit le syndicat à réagir en travaillant en étroite collaboration avec Pôle Emploi afin de proposer des sessions de formation notamment sur les métiers d'installateur-câbleur qui ont débuté en 2018.

En **2019** le Syndicat a poursuivi le déploiement FttH avec environ 29 000 prises construites supplémentaires et a finalisé 66 opérations de montée en débit, concernant 11 405 lignes ADSL. L'année est également marquée par l'attribution de la délégation de service public, le 3 juin dernier au groupement Axione - Bouygues Energie & Services – MIROVA (FIDEPPP) / MIROVA SP5. Ce groupement assurera à compter de 2020 le déploiement, sous sa maîtrise d'ouvrage, du FttH pour la partie concessive (environ 66 000 prises). En parallèle, le SMO vise un déploiement massif en 2020

qui se poursuivra un peu partout sur le territoire de l'Eure pour lutter contre la fracture du numérique. ENN vise plus de 100 000 prises en exploitation d'ici la fin de l'année 2020.

## 2) Mise en œuvre du déploiement du haut et très haut débit en 2019

### a) Extension du réseau de collecte

Au-delà des 530 km de réseau de collecte construit sous maîtrise d'ouvrage du conseil départemental de l'Eure et de l'extension du réseau entre 2014 et 2018 par ENN (150 km), le syndicat a effectué en 2019, 20 km supplémentaires.

Aujourd'hui la boucle de collecte s'étend à plus de 700 km permettant ainsi d'interconnecter 17 nœuds de raccordement optique (NRO) pour les territoires de :

-  CC Roumois Seine (Amfreville)
-  CC Roumois Seine (Bourgtheroulde)
-  CC Normandie Sud Eure (Damville)
-  CC Bernay Terres de Normandie (Bernay)
-  CC Vexin Normand (Gisors)
-  CC Pays du Neubourg (Marbeuf)
-  CC Pont-Audemer Val de Risle (Pont-Audemer)
-  CC Normandie Sud Eure (Rugles)
-  CC Pays de Conches (Conches)
-  CC Eure Madrie Seine (Gaillon)
-  CA Seine Normandie Agglomération (Vexin sur Epte)
-  CA Seine Normandie Agglomération (Pacy sur Eure)
-  CC Lieuvain Pays d'Auge (Epaignes)
-  CA Evreux Porte de Normandie (Mesnil L'Estrée)
-  CA Seine Normandie Agglomération (Gasny)
-  CC Eure Madrie Seine (Autheuil Authouillet)

■ CC Bernay Terres de Normandie (Ecardenville)

Par ailleurs, afin de respecter le cahier des charges du Plan France Très Haut Débit qui préconise, dans la mesure du possible, d'utiliser les infrastructures existantes, le syndicat a installé trois NRO hébergés dans les NRA d'Orange. Sont concernés les territoires de :

■ CA Seine Eure (NRA de Louviers)

■ CA Seine Eure (NRA de La Haye-Malherbe)

■ CA Seine Normandie Agglomération (NRA de Vernon)

b) Les opérations de montée en débit

L'année 2019 est marquée par la finalisation et l'activation des 66 opérations de montée en débit permettant d'améliorer les débits des logements situés en zone blanche du haut débit (<2mbits/s).

Grâce à ces opérations, ce sont désormais 11 405 logements qui bénéficient d'un haut débit de qualité par la technologie DSL.

EPCI	Nombre d'opérations prévues	Nombre de logements concernés
CA Evreux Portes de normandie	1	377
CA Seine Eure	2	263
CA Seine Normandie Agglomération	2	225
CC Epte - Vexin – Seine	1	353
Ex CC Eure Madrie Seine	1	180
CC Lieuvin Pays d'Auge	8	1 100
CC Lyons Andelle	14	2 094
CC Pays du Neubourg	5	948
CC Pays Honfleur Beuzeville	1	179
CC Pont Audemer Val de Risle	1	337
CC Roumois Seine	5	1 001
Interco Bernay Terres de Normandie	12	2 127
Interco Normandie Sud Eure	13	2 221
<b>Total général</b>	<b>66</b>	<b>11 405</b>

### c) Déploiement du Très Haut Débit

La période d'activation des prises FttH se poursuit en 2019 avec une estimation de **29 600** prises supplémentaires au 31 décembre 2019. Le programme de travaux, porté par Eure Normandie Numérique devrait s'achever en 2022.

Comme vous le savez, les entreprises peinent à tenir les délais, malgré la pression forte maintenue par le syndicat. La problématique persistante relève du manque de main d'œuvre qualifiée au niveau des Bureaux d'Etudes (ingénieurs, dessinateurs), métiers qui nécessitent plusieurs années d'études et où la concurrence fait rage sur l'ensemble territoire du fait d'une très forte demande à l'échelle nationale.

Néanmoins, Eure Normandie Numérique a consolidé les plannings et continue d'appliquer des pénalités qui s'élèvent aujourd'hui à :

Synthèse	Applicables	Appliquées	Reste à appliquer
FttH	2 349 645 €	612 900 €	1 736 745 €
MED	602 500 €	265 300 €	337 200 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 952 145 €</b>	<b>878 200 €</b>	<b>2 073 945 €</b>

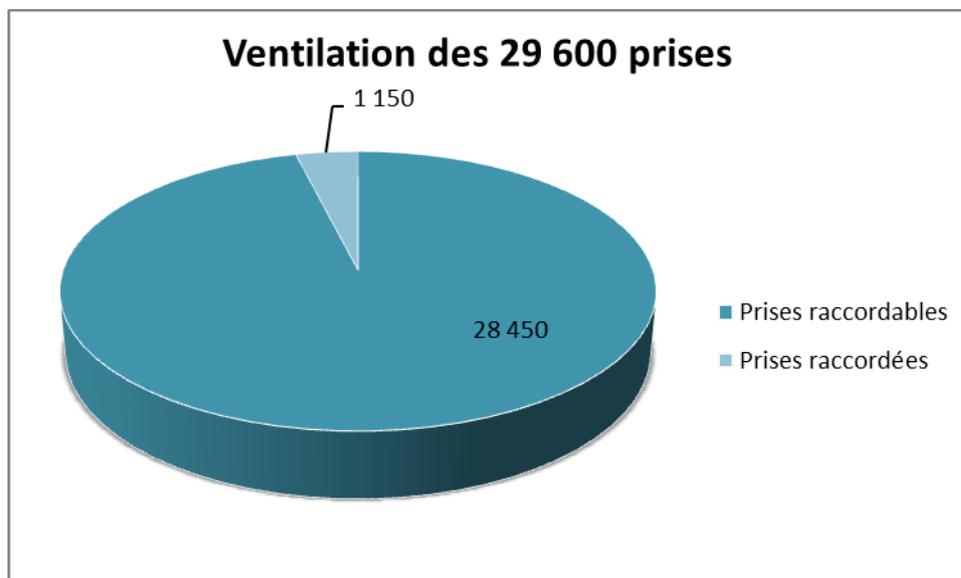
Les pénalités "Reste à appliquer" se font par déduction au fur et à mesure de l'arrivée des situations mensuelles de travaux. Elles s'appliquent aux titulaires, hors sous-traitant.

Pour respecter leurs engagements, en particulier ceux liés aux délais de construction du réseau, les entreprises continuent de mettre en œuvre différents moyens d'action, à savoir :

- Recrutement de personnel qualifié par le biais des formations dispensées par Pôle Emploi sur les métiers d'installateur- raccordeur ;
- Augmentation du nombre d'équipes sur le terrain ;
- Sous-traitance de zones entières de NRO permettant d'avancer simultanément sur des secteurs géographiques différents ;

De plus, les anciens marchés de travaux se terminent et vont permettre de redistribuer les ressources en personnel sur le marché de conception réalisation.

Bilan de construction et raccordement des **prises en 2019** (estimation au 31/12/19) :



*i) La communauté de communes du Pays de Conches*

8 108 prises ont été commandées à l'entreprise CIRCET, en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 17 Points de mutualisation.

4 510 seront en cours de réception fin 2019. La fin des travaux est prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 2 055 prises.

*ii) La communauté de communes du Pays du Neubourg*

8 673 prises ont été commandées au groupement Axians-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 17 Points de mutualisation.

3024 seront en cours de réception fin 2019. La fin des travaux est prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 5 649 prises.

*iii) La communauté d'Agglomération Seine Normandie Agglomération*

29 336 prises ont été commandées à l'entreprise Orange en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 75 Points de mutualisation.

13 066 prises sont en travaux dont 1745 seront en cours de réception fin 2019

Les réceptions se poursuivront courant 2020.

La commercialisation débutera début 2020 sur les premières prises réceptionnées notamment sur les secteurs rattachés au NRO de Gaillon et de Vexin sur Epte.

*iv) La communauté de communes du Roumois Seine*

13 171 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 23 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 6 741 prises seront en cours de réception fin 2019.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 823 prises.

*v) La communauté d'Agglomération Seine-Eure*

21 870 prises ont été commandées à l'entreprise Orange et au Groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 58 Points de mutualisation.

5 680 prises sont en travaux et 19 points de mutualisation sont déjà installés.

La commercialisation a déjà débuté sur ce secteur sur 2 067 prises.

*vi) La communauté de communes de Lyons-Andelle*

4 561 prises ont été commandées à l'entreprise Orange en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 12 Points de mutualisation.

Les travaux doivent débuter au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

*vii) La communauté de communes de Bernay Terres de Normandie*

21 944 prises ont été commandées au Groupement Sobeca-Team Réseaux et Sogetrel-Sade en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 40 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 5 331 seront en cours de réception fin 2019.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 4 813 prises.

*viii) (Ex) La communauté de communes Eure Madrie Seine (CASE)*

11 352 prises ont été commandées à l'entreprise Orange en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 29 Points de mutualisation.  
Les travaux sont en cours et 10 967 prises seront en cours de réception début 2020.

*ix) L'Intercommunalité Normandie Sud Eure*

9 762 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux, Sogetrel-Sade et Axians-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 18 Points de mutualisation.  
Les travaux sont en cours et 2 096 prises seront en cours de réception fin 2019.  
La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 1 472 prises.

*x) La communauté de communes du Vexin Normand*

13 882 prises ont été commandées aux entreprises Orange et Circet en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 26 Points de mutualisation.  
Les travaux sont en cours et 4 224 prises seront en cours de réception fin 2019.  
La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 2 624 prises.

*xi) La communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge*

7 692 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 14 Points de mutualisation.  
Les travaux sont en cours et 3 772 prises seront en cours de réception début 2020.

*xii) La communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle*

13 489 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux et à l'entreprise Circet en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 29 Points de mutualisation.  
Les travaux sont en cours, et d'ores et déjà achevés sur le territoire de l'ex CC Pont-Audemer (hors prises isolées réalisées courant 2020), et 920 prises seront en cours de réception en début d'année.  
La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 10 001 prises.

*xiii) La communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville*

3 065 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 7 Points de mutualisation.

La commercialisation est déjà en cours sur ce secteur sur 96 prises, les prochains travaux sont prévus en 2021.

#### *xiv) La communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie*

9 247 prises ont été commandées au groupement Sobeca-Team Réseaux en charge du déploiement sur ce territoire, réparties sur 15 Points de mutualisation.

Les travaux sont en cours et 3 033 prises seront en cours de réception au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

### **3) Nouvelles actions de déploiement pour 2020**

#### a) Extension de collecte

Dans la continuité du déploiement, huit NRO ont d'ores et déjà été commandés pour une installation prévue en début d'année 2020 sur :

- CA Seine Eure (Vaudreuil)
- CA Seine Eure (Pont de l'Arche)
- CC Bernay Terres de Normandie (Montreuil l'Argillé)
- CC Normandie Sud Eure (Bourth (Mandres))
- CC Lieuvin Pays d'Auge (Giverville)
- CC Pont Audemer Val de Risle (Bec-Hellouin)
- CC Bernay Terres de Normandie (Beaumont le Roger)
- CC Lieuvin Pays d'Auge (Thiberville)

Le syndicat devrait effectuer environ 20 km d'extensions en 2020 ce qui portera le réseau de collecte à 720 km.

b)

## La poursuite du Très Haut Débit en 2020

Le déploiement sur le département de l'Eure va se poursuivre de plus en plus intensément avec un nombre de prises prévu d'ici la fin d'année d'environ 60 000 prises.

Les prévisions de livraison sont les suivantes :

<b>EPCI</b>	<b>Nouvelles prises commercialisables en 2020</b>	<b>cumul de logements éligibles fin 2020</b>
CC PC	4843	6898
CC PN	2420	8069
CA SNA	10453	10453
CC RS	5392	6216
CA SE	4544	6611
CC LA	1824	1824
CC BTN	11436	16249
CC VN	3380	6004
Ex CC EMS	8774	8774
CC NSE	1677	3149
CC LPA	3018	3018
CC PAVR	736	10737
CC PHB	0	96
CA EPN	2427	2427
<b>TOTAL</b>	<b>60920</b>	<b>90520</b>

### c) Le Wimax et la 4G fixe

Afin de ne pas réduire la concurrence lors du renouvellement de la délégation de service public, le syndicat a fait le choix de ne pas intégrer dans cette DSP la gestion du réseau radio (Faisceaux Hertzien et Wimax) qui se gère désormais par marché de service et dont l'extinction est imposée par l'ARCEP d'ici la fin de l'année 2020. Néanmoins, Eure Normandie Numérique doit garantir la

continuité de service sur le département pour ses 1 200 clients Grand Public et Professionnel durant cette année.

Le syndicat détermine actuellement le planning de déploiement FttH pour les zones couvertes par le réseau radio afin de maximiser le nombre de ces zones. Le syndicat garantira ainsi une solution alternative aux usagers du réseau radio. Pour ceux qui, suite à l'extinction du réseau WIMAX, resteront en dehors des zones de desserte du réseau FttH, une alternative au travers éventuellement de la 4G fixe sera proposée, comme c'est le cas sur la commune de Nageel Séez Mesnil avec la société Infosat.

Le syndicat travaille en collaboration avec la Mission Très Haut Débit (MTHD) sur ce sujet et lui remonte les informations relatives aux zones blanches résiduelles à prioriser pour l'installation de nouveau site d'émission 4G. En effet, le Président de la République a fixé comme objectif d'offrir à tous les Français un accès au haut débit fixe d'un débit supérieur à 8Mbits/s à l'horizon fin 2020.

C'est dans cet objectif qu'un accord a été passé en janvier 2018 entre les 4 opérateurs de téléphonie mobile et l'État comportant un volet consacré au déploiement plus ciblée des solutions de 4G fixe sur les zones blanches de l'internet fixe: celles-ci consistent en la mobilisation de la connexion 4G pour accéder, depuis la maison ou depuis l'entreprise, à Internet fixe, faute de liaison fixe satisfaisante. En particulier, SFR et Orange se sont engagés à l'installation de 500 nouveaux émetteurs chacun sur le territoire national, non mutualisés, hors développements déjà envisagés et hors développements dédiés à la couverture des zones de mauvaise couverture mobile, pour améliorer l'accessibilité à Internet fixe.

Une consultation publique a été ouverte entre le 11 juillet et le 15 septembre dernier et portait sur le projet d'arrêté qui officialisera la première liste des sites pour lesquels l'État prévoit de rendre obligatoire la mise en service de nouveaux émetteurs dédiés à la 4G fixe. Le syndicat y a répondu et espère en bénéficier pour une partie des clients radio actuels.

Le reste du parc abonnés qui ne sera pas migré en FttH d'ici là et qui ne bénéficiera pas de la 4G fixe sera dirigé vers une solution satellite dans l'attente du déploiement FttH.

#### d) Les perspectives du syndicat en matière de numérique

Dans le cadre du Plan France Très Haut Débit, les porteurs de projet de déploiement de réseaux THD doivent contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'actions en matière de diffusion des outils numériques et de développements des usages. C'est pourquoi le syndicat envisage de se transformer en une agence du numérique.

La transition numérique sur le territoire de l'Eure aura un impact fort sur le développement territorial. De nouveaux services – ou amélioration de ceux existants - pourront être à la disposition de nos administrés (en matière de santé, sécurité, éducation, énergie, ou encore tourisme, etc.) dans un environnement fortement concurrentiel, garantissant ainsi les meilleurs tarifs du marché. Des dispositifs comme la mise en place d'une borne wifi sur le site de Giverny pourraient être généralisés.

Le numérique enrichit la ruralité, favorise le savoir, crée du lien, désenclave, il est source de réelles opportunités pour les territoires ruraux dont il ne faut nous priver.

Un projet tel que celui conduit par la métropole de Dijon "OnDijon" avec sa ville intelligente, arrivé 7<sup>e</sup> du meilleur projet au monde de ville intelligente, peut être une vraie source d'inspiration pour le développement du numérique sur notre territoire.

Dans cet objectif, le format de la Commission des Usages du Numérique va être revu en 2020 afin d'intégrer un représentant par EPCI permettant à chaque collectivité de contribuer à ce développement. Il est indispensable que le syndicat commence, en parallèle du déploiement, cette transformation numérique, qui permettra de mettre en valeur notre infrastructure numérique d'un investissement de plus de 203 M€, véritable vecteur de développement, et socle essentiel d'une vraie stratégie de territoire économique, sociale et environnementale.

## 4) Renouvellement de la délégation de service public

### a) Généralités

Le vaste chantier pour apporter le THD aux Eurois a été organisé en 2 phases :

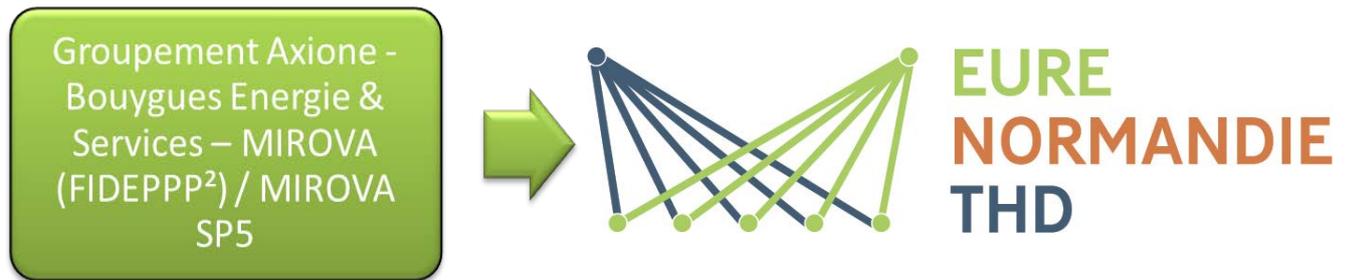
- La première dite affermée, s'étalant jusqu'en 2022, assurée sous la maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique. Elle vise à fournir un accès haut débit (8 Mbits/s) pour, au moins, 94% des Eurois. Pour cela Eure Normandie Numérique réalise l'extension de son réseau de collecte, a mis en œuvre 66 opérations de Montée en Débit et assure un programme de déploiement FttH visant à couvrir environ 178 000 logements ;
- La seconde phase dite concessive, d'environ 60 000 prises, qui a démarré dès l'attribution de la DSP le 3 juin dernier et sous maîtrise d'ouvrage du délégataire, généralisera le déploiement du FTTH sur l'ensemble du Département. Elle devrait s'achever en 2023.

Pour exploiter, maintenir et commercialiser le réseau construit sous maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique, une délégation de service public de type régie intéressée a été confiée le 1<sup>er</sup> novembre 2014 à la société Eurek@ (société *ad hoc* d'Altitude Infrastructure) contrat arrivé à échéance le 31 octobre dernier.

Après une étude réalisée et diverses réunions avec les membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP), c'est vers une DSP *affermo-concessive* que le syndicat s'est tourné. La consultation a été lancée le 12 juillet 2018. Les 5 plus grands acteurs du secteur des télécoms – opérateurs d'opérateurs (Orange, SFR, Altitude, Axione et Covage) - ont répondu ce qui démontre d'une forte appétence du projet. Au terme des négociations, l'offre du groupement Axione a été jugée économiquement la plus avantageuse. La société Altitude a introduit, à la suite du courrier de

rejet, un référé précontractuel. L'intégralité des demandes a été rejetée par le juge, qui a condamné la société Altitude, à verser au syndicat la somme de 1 500€.

La délégation de service public a été notifiée au groupement Axione - Bouygues Energie & Services – MIROVA (FIDEPPP) / MIROVA SP5 le 3 juin dernier, lequel a constitué la société *ad hoc* Eure Normandie THD. Elle se substitue au groupement, dans ses droits et obligations pour l'exécution de la convention.



#### b) Passation des délégataires

Une période de tuilage a été prévue afin de permettre aux deux délégataires de s'échanger les informations nécessaires à la bonne reprise du réseau.

Pour ce faire, une période de gel commercial du réseau a été nécessaire. Celle-ci a débuté le 15 juillet 2019, pour les offres à destination des professionnels et le 1<sup>er</sup> septembre pour les offres à destination du grand public. Cette période a pris fin le 31 octobre dernier, le nouveau délégataire peut désormais proposer aux clients du réseau ses offres commerciales.

Durant cette période, aucune nouvelle commande de clients usagés n'a été acceptée et Eure Normandie Numérique s'est attaché à la préservation de la continuité de service, qui reste sa priorité.

#### c) Commercialisation

Eure Normandie THD a, à sa charge la commercialisation de l'ensemble des prises construites qu'elles soient réalisées sous maîtrise d'ouvrage d'Eure Normandie Numérique ou dans le cadre du périmètre concessif. Lors de la reprise de la commercialisation le 1<sup>er</sup> novembre dernier par le nouveau

délégataire, deux nouveaux fournisseurs d'Accès Internet sont désormais présents prêts à faire de la conquête sur le réseau de Eure Normandie Numérique : Free et Bouygues Télécom. L'arrivée de ces premiers OCEN (Opérateur Commercial d'Envergure Nationale) va permettre de doper le taux de pénétration sur le RIP Eurois. On note dès à présent 230 demandes de raccordements supplémentaires depuis le 1<sup>er</sup> novembre pour Free et 57 pour les offres FttH activés.

#### d) Déploiement de la phase 2

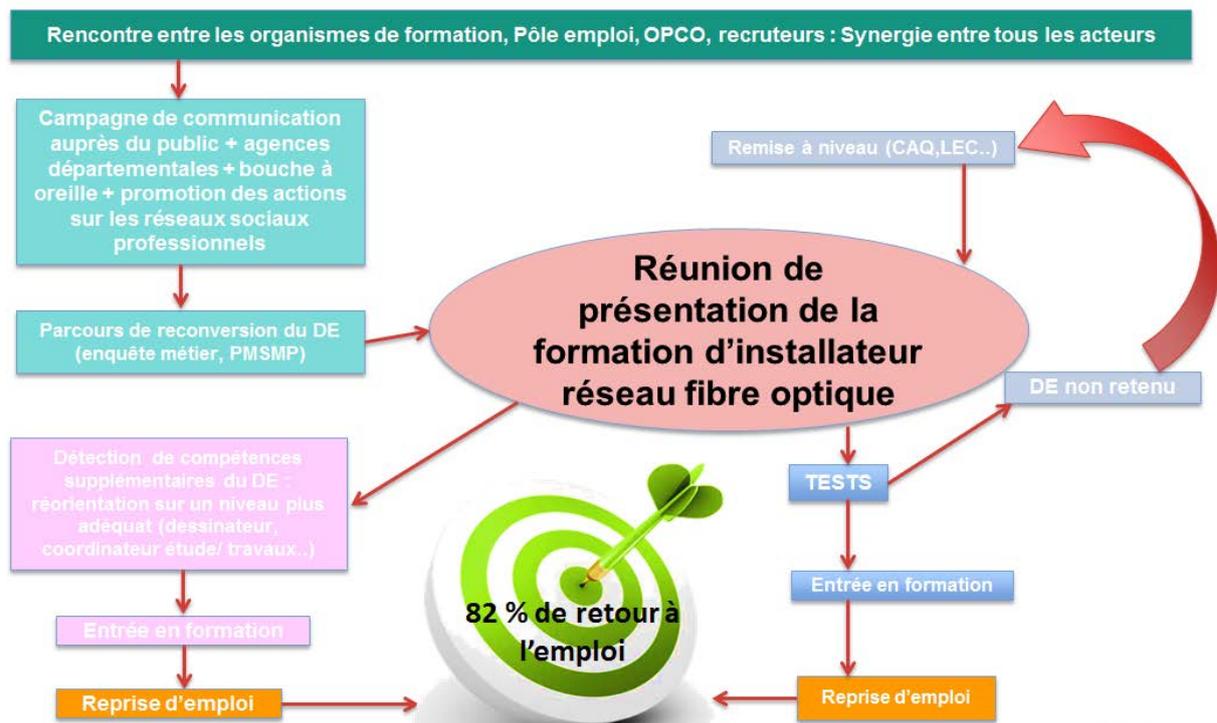
Les équipes terrain, notamment le bureau d'études du concessionnaire qui réalisera le déploiement de ses 60 000 prises FttH, s'organisent activement depuis la prise en main du réseau pour déployer son parc de prises. Le syndicat devrait recevoir en début d'année 2020 un planning consolidé de la phase 2. Ce planning prendra en compte les particularités de notre territoire, notamment, l'extinction programmée du réseau WIMAX, la présence d'un bon niveau DSL pour répondre au attentes du syndicat et tenir l'objectif de fin de déploiement prévue initialement en 2025.

Notre nouvel exploitant, Eure Normandie THD a désormais son site internet <http://eure-normandie-thd.fr/> qui présente une carte d'éligibilité. Un numéro AZUR 0809 54 99 27 et une adresse e-mail [contact@eure-normandie-thd.fr](mailto:contact@eure-normandie-thd.fr) sont également disponibles pour répondre au mieux aux interrogations de nos administrés.

## **5) Bilan en matière d'emploi**

Face à la remontée des entreprises de travaux quant à leur difficulté de recrutement de main d'œuvre qualifiée, Eure Normandie Numérique s'est rapproché en 2017 de Pôle Emploi. L'objectif, sélectionner et former des candidats sur les nouveaux métiers de la fibre optique, notamment des installateurs câbleurs. Ce projet est réalisé en lien avec INITIA FORMATION, implanté au Vieil Evreux, afin de répondre au besoin grandissant sur le Département Eurois avec pour cible le public éloigné de l'emploi.

Le processus mis en place par Pôle Emploi est le suivant :



En 2018, 9 sessions de formation ont été organisées (135 stagiaires) avec 110 embauches à l'issue des formations soit 81,48%.

En 2019, 5 sessions de formation ont été organisées (71 stagiaires). A l'issue des deux premières sessions, 73% des stagiaires ont été embauchés. Le bilan des 3 autres sessions est en cours.

Nous pouvons nous réjouir de ce partenariat qui permet de répondre et d'anticiper les besoins en main d'œuvre des sociétés en charge du déploiement de la fibre optique. Il permet également que l'action publique favorise une réinsertion de personnes sans travail.

Au total, le projet du déploiement du réseau Très Haut Débit génère plus de 500 emplois sur le territoire Eurois.

## 6) Organisation interne d'Eure Normandie Numérique

Sur le volet RH, l'année 2019 est marquée par différents mouvements, à savoir :

Le recrutement d'un délégué en charge du pilotage stratégique du SMO Monsieur David Mercier le 1<sup>er</sup> février 2019.

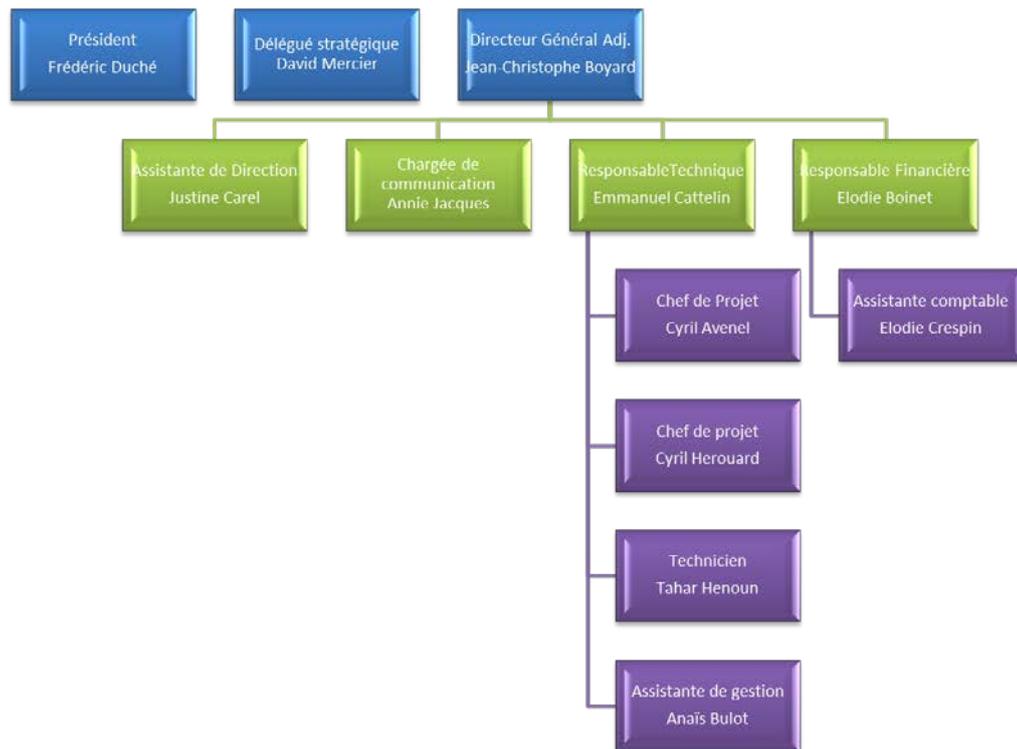
La fin du remplacement de congé maternité de Madame Justine Carel, Assistante de direction, par Madame Cassandra Darreau le 10 août 2019.

L'arrivée d'une chargée de communication Madame Annie Jacques le 9 septembre 2019.

Le départ d'un chef de projet Monsieur Nicolas Lecoq le 15 juin 2019 remplacé par Monsieur Cyril Hérouard le 25 novembre 2019.

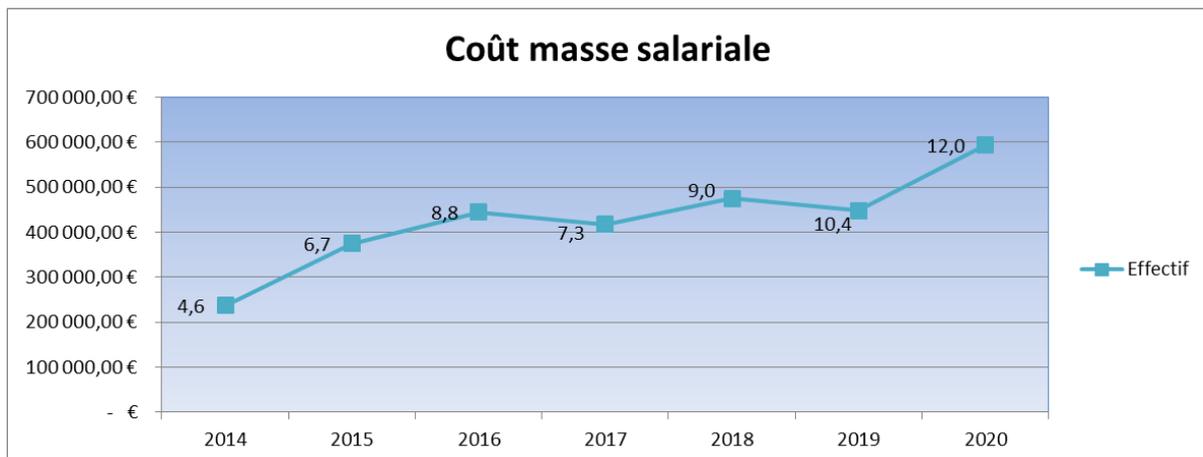
Le départ du directeur général par intérim Monsieur Eric Chambre le 11 octobre 2019 remplacé par Monsieur Jean-Christophe Boyard, ancien directeur technique de Manche Numérique le 4 novembre 2019.

L'organigramme est ainsi le suivant :



Les femmes représentent 45% de l'effectif du syndicat.

La masse salariale évolue ainsi :



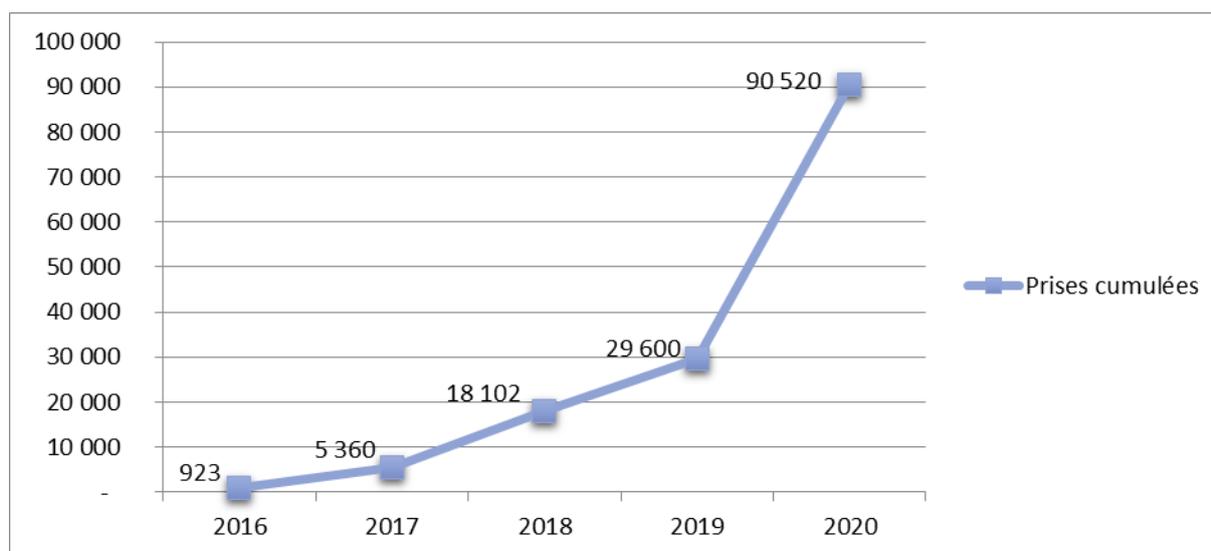
Depuis 2014, le syndicat connaît des mouvements de personnels qui n'ont pas permis de stabiliser sa masse salariale et de connaître des années avec un effectif au complet. Ces différents mouvements s'expliquent d'une part par la difficulté de recrutement de personnel qualifié et l'appétence des entreprises autour de ces profils. D'autre part, l'activité du syndicat est exercée par une équipe réduite. Le partenariat s'est vu renforcé avec le département sur les fonctions ressources avec notamment une convention précisant les différents périmètres d'interventions.

En 2020, la masse salariale représente, au budget prévisionnel, 43,79% de la section de fonctionnement.

## 7) Plan de communication

### a) Présentation du plan de communication globale

L'augmentation du volume de prises construites nécessite d'entamer une démarche de communication auprès des élus, administrés et entreprises.



L'objectif global du plan de communication est de valoriser l'action de l'État, du Département de l'Eure des EPCI, de la Région Normandie au travers d'Eure Normandie Numérique, afin de présenter le déploiement du Réseau d'Initiative Publique Eurois, de favoriser la commercialisation des services et à terme favoriser le développement des usages numériques disponible sur le réseau Haut et Très Haut Débit.

La communication se fera sur 3 ans par le biais de communications de presse, d'insertions presse et web, des réseaux sociaux, de spots radio, d'affichages etc.

### b) Communication locale selon le calendrier de déploiement

Auprès des élus, une réunion générale ainsi que des rendez-vous dans les communes s'effectueront au lancement des études sur les zones de NRO ainsi que des inaugurations lors des poses de Nœud de Raccordement Optique.

Auprès du grand public, la communication s'effectuera au fur et à mesure du déploiement au travers de panneaux de chantier, stickers logos sur les véhicules des entreprises de travaux, boîtages de flyers tracts, affiches, etc.

Le budget prévisionnel est estimé à 150 000€ sur 3 ans.

## 8) Structure financière

### a) Accompagnement financier par la Banque Européenne d'Investissement

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est l'institution financière des États membres de l'Union Européenne ayant pour but d'emprunter sur les marchés financiers pour financer des projets au sein de l'UE.

C'est dans le cadre du soutien de cette dernière dans les objectifs de l'État dans le cadre du Plan France Très Haut Débit, qu'Eure Normandie Numérique s'est rapproché d'elle afin de tenter d'obtenir un financement du projet Eurois pour faciliter l'accès à l'emprunt des EPCI en bénéficiant de taux avantageux. De plus, le montage d'un dossier d'instruction à l'échelle départementale a pour avantage de permettre aux collectivités de consulter les Banques Partenaires pour leur emprunt sans avoir à décrire l'ensemble du projet d'aménagement.

Après un travail soutenu par les services d'Eure Normandie Numérique durant l'année 2019, pour constituer le montage complexe du dossier d'instruction, le comité de direction a accordé un financement du projet Eurois dans la limite d'une enveloppe de 92,5 M€ soit près de 46 % du coût du projet. Ce montant est deux fois plus important que ce que le syndicat escomptait.

Le financement se fait par intermédiaire bancaire, avec ses 4 banques partenaires à savoir :

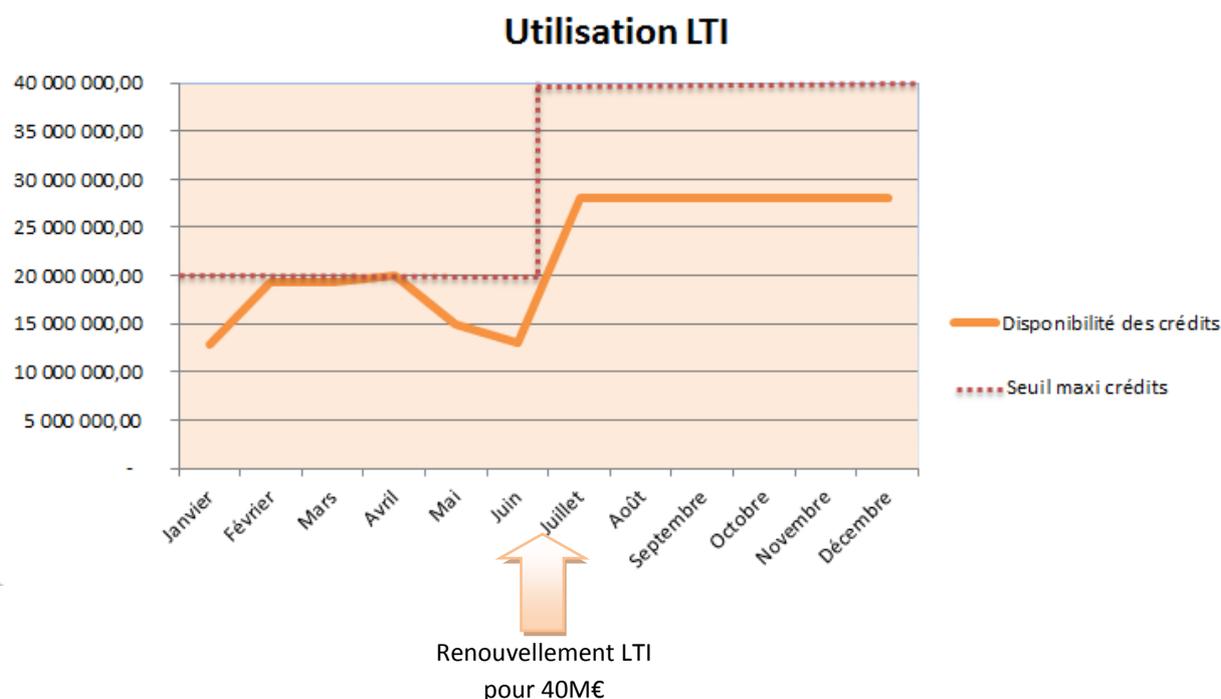
-  Groupe BPCE Banque Populaire Caisse d'Épargne
-  Le Crédit Agricole
-  Le Crédit Mutuel
-  La Banque Postale

La consommation de cette enveloppe se fait au fur et à mesure des demandes jusqu'à son épuisement total. Le montant octroyé couvre en totalité des besoins des EPCI, qui s'élèvent aujourd'hui à 43,8 M€.

Un courriel d'information a été transmis le 18 octobre dernier aux services financiers des EPCI.

## b) État de la trésorerie

Au fil des années, Eure Normandie Numérique connaît un besoin croissant en trésorerie. Cela s'explique par des dépenses de plus en plus élevées au fur et à mesure du déploiement du réseau et de la perception a posteriori des subventions Régionales et du Fonds pour une Société Numérique (FSN) qui représentent à eux seuls plus de 50% du financement de projet.



Le besoin en trésorerie 2019/2020 (contrat de juillet à juillet) au vu du calendrier contractuel d'avancement des travaux et de la baisse progressive du versement du Conseil Départemental, a nécessité une élévation du montant du renouvellement des LTI passant de 20 à 40 M€.

A l'été 2020 ce montant sera réévalué au moment du renouvellement des lignes en fonction de l'avancée des travaux et de la perception des redevances du délégataire.

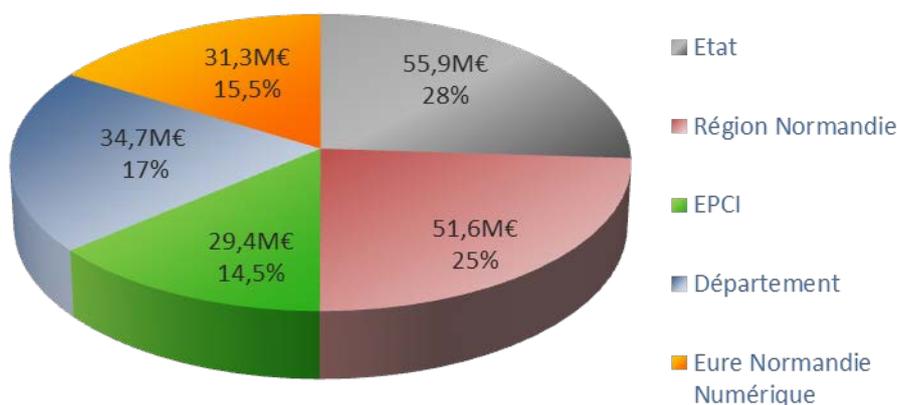
## c) Actualisation du plan de financement

Les résultats de la négociation de la délégation de service public permettent d'envisager un retour vers les EPCI, qui participent actuellement à hauteur de 43,8M€ soit 20% du projet. Un avenant type aux conventions de financement comptabilisant la part considérée en avance financière a été proposé au comité syndical le 16 octobre dernier, puis transmis dès le lendemain aux EPCI.

En effet, l'actualisation du plan de financement et compte tenu de l'intérêt public que représente le développement du très haut débit sur le territoire, et de l'intérêt des EPCI à voir se développer l'activité du numérique source de développement économique, le syndicat reversera 14,48M€ soit 33% de la participation actuelle des EPCI. Le reversement s'effectuera sur 3 ans à compter de 2023.

Ainsi après remboursement le financement du projet estimé à 203M€ est le suivant :

### Ventilation des recettes



## 9) Structure budgétaire – Evolution pluriannuelle et bilan 2019

### a) Budget Principal

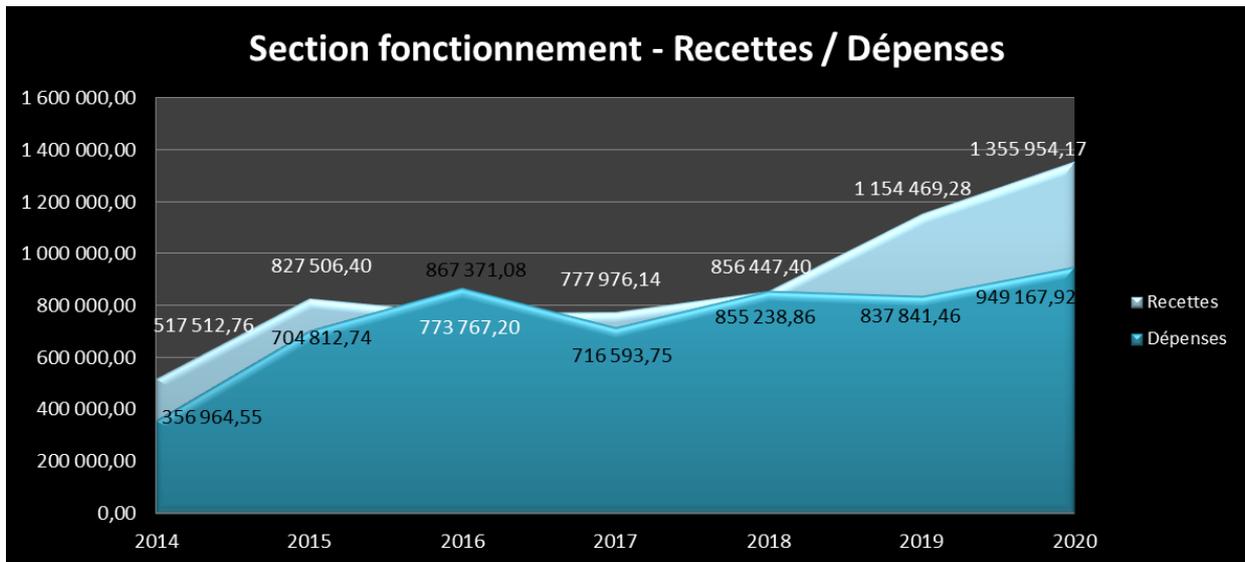
#### Evolution pluriannuelle du résultat net (sans reprise des résultats N-1) :

En fonctionnement, le résultat net de cette section (hors reprise résultat N-1) connaît des évolutions notamment du fait des variations de l'effectif de la structure. En effet, on observe en 2016 que sans reprise de l'excédent N-1 le résultat aurait été déficitaire. Cela s'explique notamment par un effectif moyen cette année-là, au plus haut depuis la création du syndicat, de 8,8 agents compilé par le financement de l'aménagement du Centre Janvier la Motte (déménagement des locaux du SMO).

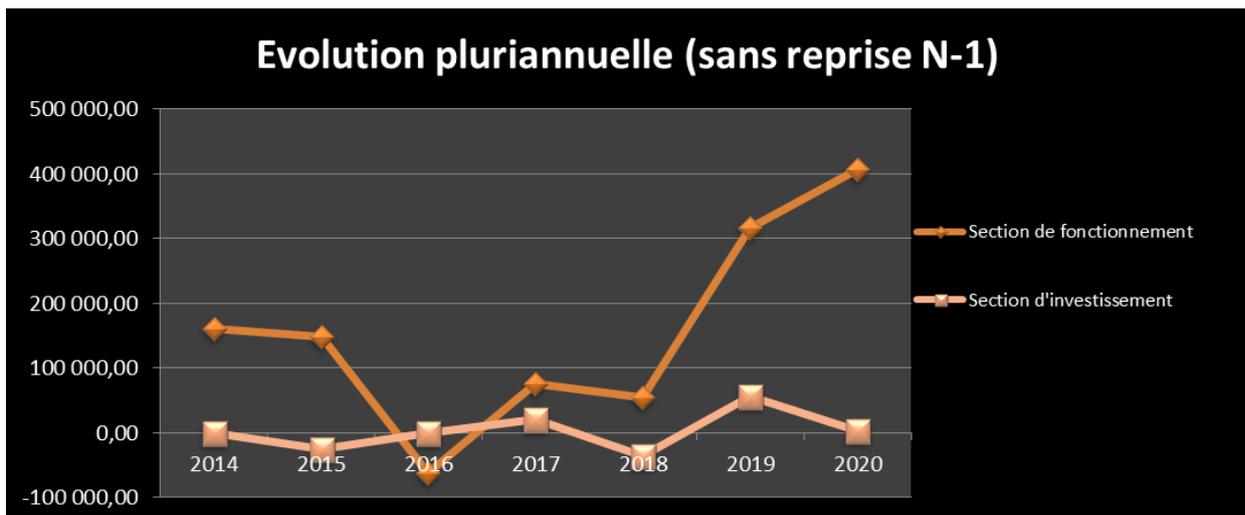
En 2017, l'effectif a baissé entraînant une baisse des dépenses conduisant à un résultat à la hausse. A recettes stables, l'augmentation de l'effectif 2018 induit la hausse des dépenses et fait varier quelque peu à la baisse le résultat.

L'année 2019 connaît une augmentation de ses recettes avec la redevance de frais de contrôle versée par le nouveau délégataire. Cela étant, le syndicat devrait arriver pour la première fois en 2020 à un effectif au complet qui accroîtra ses dépenses en charges de personnel additionné, notamment, à des frais d'accompagnement AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage) et des frais d'avocat compte

tenu des contentieux en cours (recours FM Projet résiliation pour faute du marché de maîtrise d'œuvre et recours Altitude Infrastructure contre le contrat de délégation de service public).



La section d'investissement connaît une augmentation en 2019 du fait de l'absence d'achat de matériel.



## **Bilan 2019**

### **FONCTIONNEMENT – Recettes**

Cette section connaît peu de variation par rapport aux prévisions :

Données			
Libellé chapitre	Chapitre	Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	70	200 000,00 €	200 000,00 €
Subventions d'exploitation	74	782 601,60 €	782 601,60 €
Autres produits de gestion courante	75	145 843,00 €	169 584,78 €
Produits exceptionnels	77	- €	1 500,00 €
Résultat de fonctionnement reporté	002	279 517,83 €	
Charges de personnel	012	- €	782,90 €
	(vide)	- €	
<b>Total général</b>		<b>1 407 962,43 €</b>	<b>1 154 469,28 €</b>

## FONCTIONNEMENT – Dépenses

En dépenses, les charges de personnel connaîtront un résultat d'environ 25% inférieur aux prévisions, du fait de la difficulté de recruter un personnel technique qualifié. L'année 2019 marque de nouveau une année en sous-effectif. En découle également une baisse au chapitre 011.

Données			
Libellé chapitre	Chapitres	Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Charges à caractère général	011	626 506,51 €	351 535,74 €
Charges de personnel	012	593 137,62 €	447 657,50 €
Dépenses imprévues	022	50 000,00 €	
Virement à la section d'investissement	023	19 000,00 €	
Autres charges de gestion courante	65	10,00 €	3,65 €
Charges financières	66	100 000,00 €	20 836,27 €
Charges exceptionnelles	67	1 500,00 €	
Dotations aux provisions et aux dépréciations	68	17 808,30 €	17 808,30 €
	(vide)		
<b>Total général</b>		<b>1 407 962,43 €</b>	<b>837 841,46 €</b>

## INVESTISSEMENT – Recettes

Pour rappel, le budget principal n'a pas de recette d'investissement propre. Afin d'alimenter cette section, un prélèvement en dépense de fonctionnement au chapitre 023 est réalisé. Pas d'évolution à noter sur cette section.

Données			
Libellé chapitre	Chapitre	Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Dotations, fonds divers et réserves	10	58 723,40 €	58 723,40 €
Virement à la section d'exploitation	021	19 000,00 €	
	(vide)	- €	
<b>Total général</b>		<b>77 723,40 €</b>	<b>58 723,40 €</b>

## INVESTISSEMENT – Dépenses

En dépenses d'investissement, l'économie majeure se situe sur les dépenses prévues en matériel informatique et outillage industriel qu'il faudra cependant réaliser en 2020 au vu du besoin.

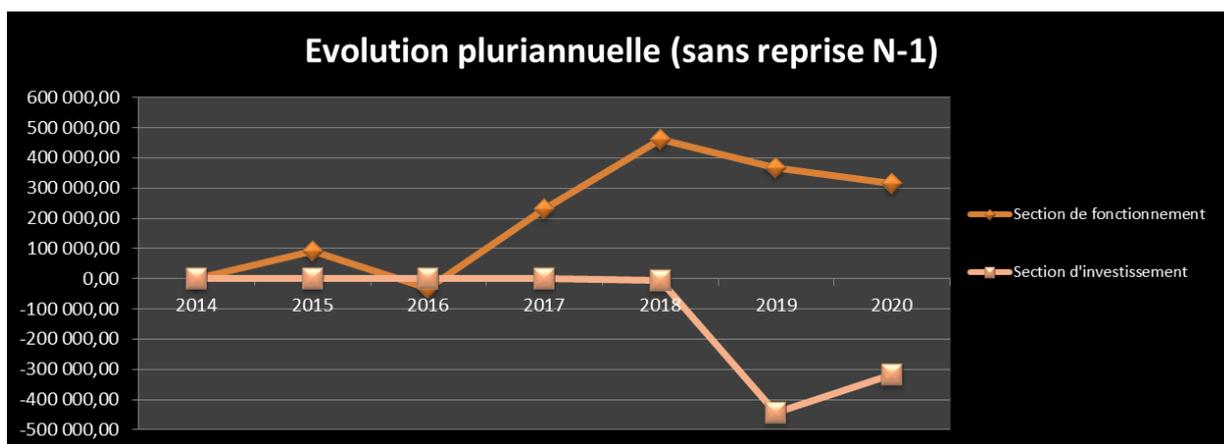
Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Solde exécution investissement reporté	001	40 915,10 €	
Dépenses imprévues	020	2 000,00 €	
Immobilisations incorporelles	20	4 500,00 €	2 500,00 €
Immobilisations corporelles	21	30 308,30 €	
	<b>Total général</b>	<b>77 723,40 €</b>	<b>2 500,00 €</b>

### b) Budget 1G

#### Evolution pluriannuelle du résultat net (sans reprise des résultats N-1) :

De manière générale, la section de fonctionnement connaît une hausse notamment due à l'augmentation des recettes (reprise du réseau Eur@seine et récupération des recettes du Wimax sorti du périmètre de la DSP) qui n'a pas suivie le même rythme d'évolution que les dépenses.

La section d'investissement connaîtra une chute du résultat net en 2019 au vu du montant des travaux réalisés sur le réseau de 1<sup>ère</sup> génération et d'extension pour aller raccorder des clients professionnels.



## Bilan 2019

### FONCTIONNEMENT – Recettes

Les recettes du budget 1G ont été plus élevées que celles prévues initialement. En effet, lors du renouvellement du contrat de délégation de service public ce service a été sorti du périmètre entraînant une récupération des recettes en fin d'année 2019 et la gestion de ce réseau par le biais d'un marché de service.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Autres produits de gestion courante	75	719 506,23 €	830 164,23 €
Résultat de fonctionnement reporté	002	744 434,10 €	
	<b>Total général</b>	<b>1 463 940,33 €</b>	<b>830 164,23 €</b>

### FONCTIONNEMENT – Dépenses

Les charges à caractère général sont un peu moins élevées qu'envisagées du fait de l'audit de ce réseau qui était prévu et qui a dû être reporté en raison de la densité de l'activité 2019 (procédure DSP entre autre).

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Charges à caractère général	011	659 297,81 €	462 985,43 €
Charges de personnel	012		
Virement à la section d'investissement	023	804 642,52 €	
	<b>Total général</b>	<b>1 463 940,33 €</b>	<b>462 985,43 €</b>

### INVESTISSEMENT – Recettes

Pas d'évolution de cette section par rapport aux prévisions.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Dotations, fonds divers et réserves	10	6 090,98 €	6 090,98 €
Virement à la section d'exploitation	021	804 642,52 €	
	<b>Total général</b>	<b>810 733,50 €</b>	<b>6 090,98 €</b>

### INVESTISSEMENT – Dépenses

Les travaux de mise à niveau du réseau de collecte effectués ont été moins importants que prévus.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Solde exécution investissement reporté	001	6 090,98 €	
Immobilisations en cours	23	804 642,52 €	449 844,52 €
	<b>Total général</b>	<b>810 733,50 €</b>	<b>449 844,52 €</b>

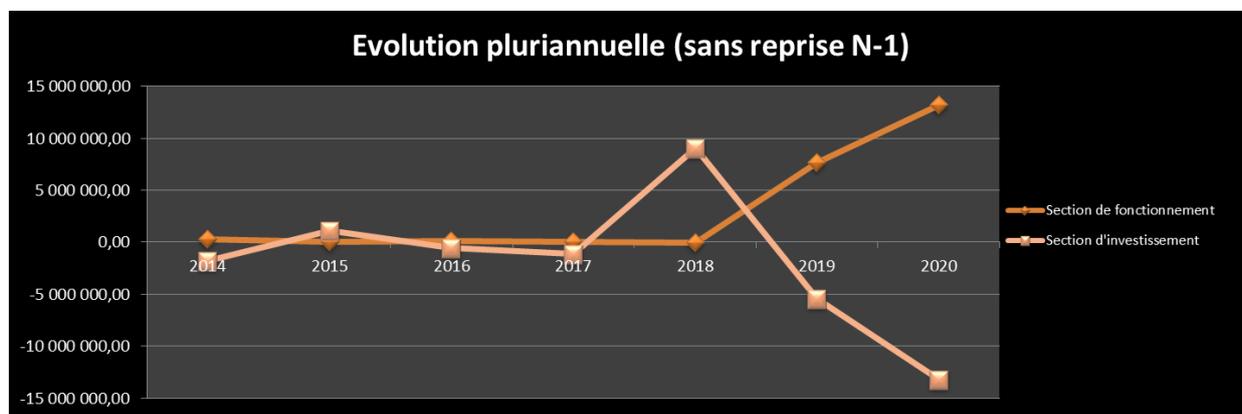
### c) Budget 2G

#### **Evolution pluriannuelle du résultat net (sans reprise des résultats N-1) :**

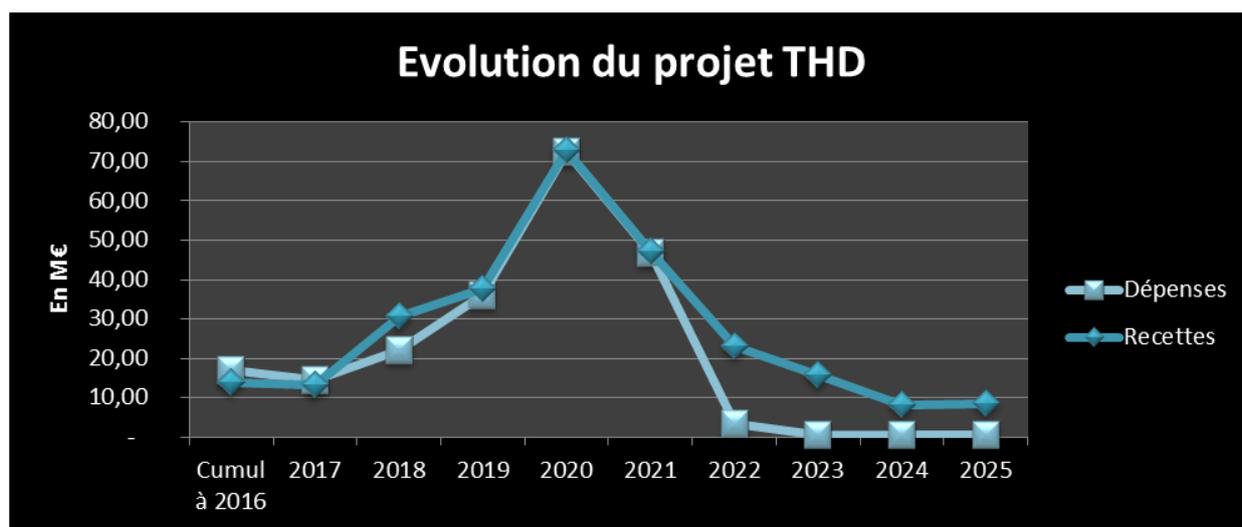
Le résultat 2018 faisait apparaître un résultat positif en investissement du fait principalement des modalités de versement de la subvention du Conseil Départemental (montant ferme) qui s'élevait à 10M€.

En 2019 et 2020, le résultat d'investissement devrait être déficitaire du fait de la perception à posteriori des subventions de l'État et de la Région tandis que la subvention du Département arrive à son terme.

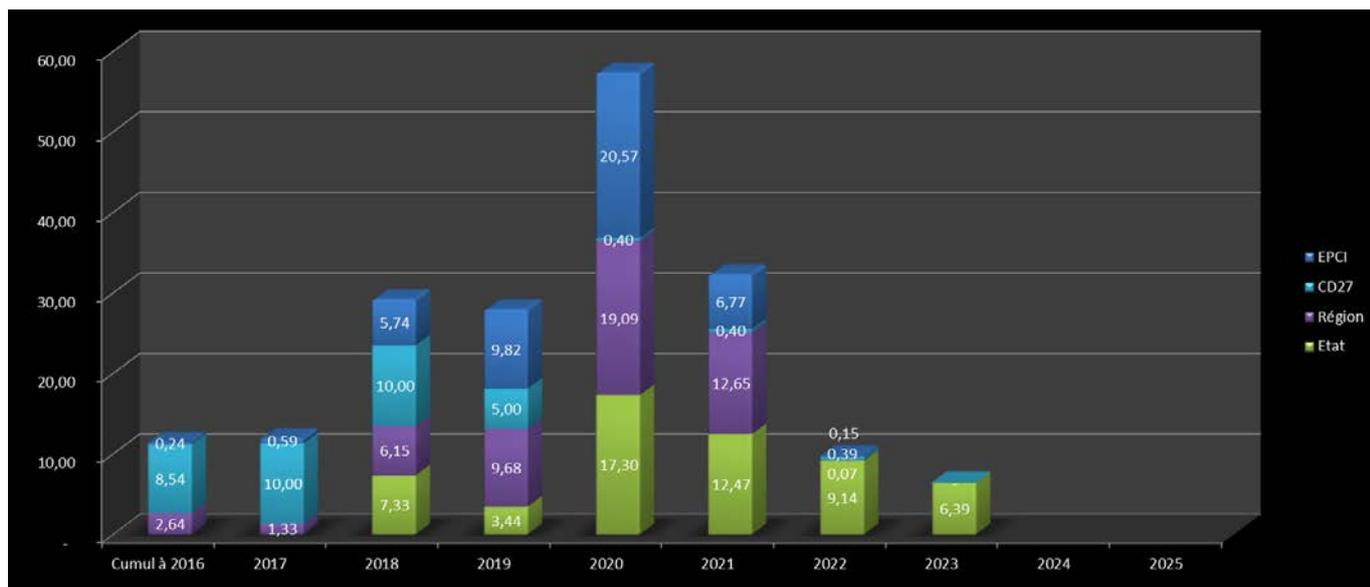
Les recettes de fonctionnement augmentent quant à elle du fait des redevances de la délégation de service public.



L'évolution rétrospective et prospective des grands postes dépenses/recettes du projet évoluent ainsi :



Zoom sur la ventilation des recettes par financeur :



## **Bilan 2019**

### **FONCTIONNEMENT – Recettes**

Cette section connaît deux évolutions notables. En premier lieu, les redevances de la DSP ont été moins élevées par rapport aux prévisions budgétaires (Chap. 75). En effet, la livraison des prises au délégataire a été beaucoup moins importante que celle prévue au contrat de délégation de service public (35 000 vs 72 000).

Le montant de redevance versé au syndicat par le délégataire dépend pour partie, du rythme de livraison des prises : plus la livraison des prises est rapide, plus la redevance variable est élevée.

Aujourd'hui le retard constaté permet d'évaluer un impact sur le résultat de la délégation de service public de l'ordre de 10M€ sur les 230M€ initialement attendus au terme des 20 années de contrat.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Subventions d'exploitation	74	48 150,00 €	85 275,00 €
Autres produits de gestion courante	75	18 734 718,82 €	9 690 621,00 €
Produits exceptionnels	77	89 677,00 €	623 679,93 €
	<b>Total général</b>	<b>18 872 545,82 €</b>	<b>10 399 575,93 €</b>

**C'est pourquoi Eure Normandie Numérique concentre toutes ses forces pour contraindre les entreprises à tenir un maximum leur engagement.**

### **FONCTIONNEMENT – Dépenses**

La première variation concerne les charges à caractère général (-37%) où le paiement de location pour l'emploi d'infrastructure tierce a été moins élevé qu'envisagé compte tenu de l'avancement du déploiement 2019.

Il en ressort également une augmentation des charges exceptionnelles comptabilisant les pénalités appliquées par Orange - propriétaire de son infrastructure que nous occupons - du fait des dossiers de fin de travaux non remis dans les délais par les entreprises de travaux mais qui leur sont refacturés dans le cadre de nos contrats (impact budgétaire nul).

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Résultat de fonctionnement reporté	002	19 721,82 €	
Charges à caractère général	011	1 114 000,00 €	691 119,94 €
Charges de personnel	012		
Dépenses imprévues	022	100 000,00 €	
Virement à la section d'investissement	023	15 546 095,00 €	
Autres charges de gestion courante	65	2 000 000,00 €	1 943 555,71 €
Charges financières	66	- €	
Charges exceptionnelles	67	10 000,00 €	55 381,61 €
Dotations aux provisions et aux dépréciations	68	82 729,00 €	82 729,00 €
<b>Total général</b>		<b>18 872 545,82 €</b>	<b>2 772 786,26 €</b>

### INVESTISSEMENT – Recettes

Les subventions d'investissement reposant en majorité sur l'avancement des travaux et payées à posteriori, modifient la section recette d'investissement par rapport aux prévisions. Ainsi les variations évoluent pratiquement dans les mêmes proportions que la section dépense d'investissement.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Dotations, fonds divers et réserves	10	82 729,00 €	82 729,00 €
Subventions d'investissement	13	68 044 956,59 €	27 750 644,35 €
Emprunts et dettes assimilées	16	192 653,43 €	192 653,43 €
Immobilisations en cours	23	2 558,18 €	5 468,60 €
Solde exécution investissement reporté	001	6 768 632,47 €	
Virement à la section d'exploitation	021	15 546 095,00 €	
(vide)		- €	
<b>Total général</b>		<b>90 637 624,67 €</b>	<b>28 031 495,38 €</b>

### INVESTISSEMENT – Dépenses

L'avancement effectif des travaux du Haut et Très Haut Débit sur le territoire de l'Eure réduit la dépense initialement prévue au chapitre 23.

Libellé chapitre	Chapitre	Données	
		Somme de Voté 2019	Somme de Atterrissage prev 2019
Solde exécution investissement reporté	001	- €	
Dépenses imprévues	020	- €	
Subventions d'investissement	13	17 677,00 €	17 677,00 €
Immobilisations incorporelles	20	100 000,00 €	27 875,00 €
Immobilisations en cours	23	90 519 947,48 €	33 413 325,82 €
	<b>Total général</b>	<b>90 637 624,48 €</b>	<b>33 458 877,82 €</b>

## 10) Perspectives 2020

### a) Budget Principal

#### FONCTIONNEMENT – Recettes

Les trois principaux postes de recettes reposent sur la cotisation des membres Département/EPCI, la refacturation du personnel aux budgets annexes ainsi que les frais de contrôle versés par le délégataire. Les cotisations des membres des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale tiennent compte de la population 2016 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019 publié par l'INSEE en l'absence de publication de la population 2017 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	70	322 611,37 €
Subventions d'exploitation	74	783 332,80 €
Autres produits de gestion courante	75	250 010,00 €
Produits exceptionnels	77	
Résultat de fonctionnement reporté	002	
Charges de personnel	012	
	(vide)	
	<b>Total général</b>	<b>1 355 954,17 €</b>

#### FONCTIONNEMENT – Dépenses

Les prévisions 2020 sont semblables à celles de 2019. Les charges de personnel connaissent une évolution de 0,11%.

Libellé chapitre	Chapitres <input type="button" value="▼"/>	Somme de BP 2020
Charges à caractère général	011	640 967,41 €
Charges de personnel	012	593 772,67 €
Dépenses imprévues	022	30 000,00 €
Virement à la section d'investissement	023	
Autres charges de gestion courante	65	10,00 €
Charges financières	66	72 000,00 €
Charges exceptionnelles	67	1 500,00 €
Dotations aux provisions et aux dépréciations	68	17 704,09 €
	(vide)	
	<b>Total général</b>	<b>1 355 954,17 €</b>

## INVESTISSEMENT – Recettes

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 17k€.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Dotations, fonds divers et réserves	10	17 704,09 €
Virement à la section d'exploitation	021	
	(vide)	
	<b>Total général</b>	<b>17 704,09 €</b>

## INVESTISSEMENT – Dépenses

Le chapitre 21 prévoit le remplacement nécessaire d'une partie du matériel informatique.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Solde exécution investissement reporté	001	
Dépenses imprévues	020	2 000,00 €
Immobilisations incorporelles	20	2 000,00 €
Immobilisations corporelles	21	13 704,09 €
	<b>Total général</b>	<b>17 704,09 €</b>

### b) Budget 1G

## FONCTIONNEMENT – Recettes

Les recettes de fonctionnement correspondent à la location de fibre noire aux professionnels, à laquelle s'ajoutent les recettes du Wimax.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Autres produits de gestion courante	75	992 164,23 €
Résultat de fonctionnement reporté	002	
	<b>Total général</b>	<b>992 164,23 €</b>

## FONCTIONNEMENT – Dépenses

La principale dépense correspond à la maintenance du réseau 1G et le baux pour les relais hertziens.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Charges à caractère général	011	584 661,44 €
Charges de personnel	012	91 502,79 €
Virement à la section d'investissement	023	316 000,00 €
	<b>Total général</b>	<b>992 164,23 €</b>

## INVESTISSEMENT – Recettes

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Dotations, fonds divers et réserves	10	
Virement à la section d'exploitation	021	316 000,00 €
	<b>Total général</b>	<b>316 000,00 €</b>

## INVESTISSEMENT – Dépenses

La somme allouée s'inscrit dans la continuité des extensions de collecte du réseau 1G.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Solde exécution investissement reporté	001	
Immobilisations en cours	23	316 000,00 €
	<b>Total général</b>	<b>316 000,00 €</b>

### c) Budget 2G

## FONCTIONNEMENT – Recettes

Les principales recettes reposent sur la perception des redevances de la délégation de service public sur la base d'une livraison de 60 000 prises.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Subventions d'exploitation	74	- €
Autres produits de gestion courante	75	14 565 500,00 €
Produits exceptionnels	77	917 677,00 €
	<b>Total général</b>	<b>15 483 177,00 €</b>

### FONCTIONNEMENT – Dépenses

Les charges à caractère général comptabilisent la location d'infrastructures tierces. Le chapitre 67 comptabilise les intérêts moratoires éventuellement dus à Orange (défaut d'exécution du contrat de location du réseau d'Orange par les entreprises de travaux). Mais également l'annulation d'un titre de recette du recours perdu contre le maître d'œuvre SAFEGE pour vice de forme. Les pénalités de retard infligées à l'entreprise sont intervenues par le biais d'un titre de recette avant la résiliation pour faute et sans décompte de résiliation.

Le chapitre 68 comptabilise les dotations aux amortissements et provisions (recours FM Projet en cours).

Et le chapitre 012 les frais de personnel facturés par le budget principal.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Résultat de fonctionnement reporté	002	
Charges à caractère général	011	1 518 000,00 €
Charges de personnel	012	231 108,58 €
Dépenses imprévues	022	6 583,50 €
Virement à la section d'investissement	023	13 224 976,05 €
Autres charges de gestion courante	65	
Charges financières	66	
Charges exceptionnelles	67	270 614,00 €
Dotations aux provisions et aux dépréciations	68	231 894,87 €
	<b>Total général</b>	<b>15 483 177,00 €</b>

### INVESTISSEMENT – Recettes

Les subventions d'investissement de l'État, du Département, de la Région Normandie et des EPCI représentent près de 70% au chapitre 13, auxquelles s'ajoutent 9M€ d'avances des EPCI. 18% des recettes de cette section proviennent d'un virement de la section de fonctionnement.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Dotations, fonds divers et réserves	10	82 729,00 €
Subventions d'investissement	13	49 083 147,47 €
Emprunts et dettes assimilées	16	9 067 487,74 €
Immobilisations en cours	23	
Solde exécution investissement reporté	001	
Virement à la section d'exploitation	021	13 224 976,05 €
	(vide)	
	<b>Total général</b>	<b>71 458 340,26 €</b>

### INVESTISSEMENT – Dépenses

Les travaux de déploiement sont estimés à 71M€ en 2020.

Libellé chapitre	Chapitre	Somme de BP 2020
Solde exécution investissement reporté	001	
Dépenses imprévues	020	
Subventions d'investissement	13	17 677,00 €
Immobilisations incorporelles	20	100 000,00 €
Immobilisations en cours	23	71 340 663,22 €
	<b>Total général</b>	<b>71 458 340,22 €</b>